



## FEDERATION NATIONALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'ENVIRONNEMENT

---

263 rue de Paris – case 543 – 93515 Montreuil Cedex

tél. : 01 55 82 88 75 – Fax : 01 48 51 62 50 –

E mail : [fd.equipement@cgt.fr](mailto:fd.equipement@cgt.fr) - Site : <https://www.equipementcgt.fr>

Montreuil, le 17 octobre 2024

**Mme Catherine VAUTRIN,**

Ministre du partenariat avec les territoires et de la décentralisation

**Mme Agnès PANNIER-RUNACHER**

Ministre de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques

**Mme Valérie LÉTARD,**

Ministre du logement et de la rénovation urbaine

Mesdames les ministres,

Vous convoquez un CSA ministériel ce jeudi 17 octobre avec un seul point à l'ordre du jour : la présentation du Projet de Loi de Finances.

Nous ne doutons pas que vous saurez en faire une présentation positive pour nos ministères et les politiques publiques qu'ils portent.

Nous ne sommes pas dupes. La FNEE CGT considère que les Projets de Loi de Finances et de Financement de la Sécurité sociale ont pour objectif d'organiser une cure d'austérité violente et de grande ampleur.

Alors que nos ministères de la transition écologique, du logement, du partenariat avec les territoires, des transports devraient disposer de moyens budgétaires conséquents pour répondre aux défis du XXIème siècle, les premiers signaux envoyés par le Gouvernement avec ce projet de Loi de Finances ne répondent pas aux exigences et aux enjeux d'une adaptation aux changements climatiques, de protection de la biodiversité, et d'une transition écologique socialement juste. Ce PLF ne permettra pas l'application d'une politique ambitieuse et écologique en matière de transports, de gestion des réseaux et infrastructures, de mobilités.

De plus, les conditions de vie et de travail des agents de nos ministères vont encore se dégrader avec entre autres, le gel de la valeur du point d'indice envisagé pour 2024 et 2025, des risques professionnels et une accidentalité accrue par manque de moyens, une perte de sens des missions entraînant mal-être et risques psychosociaux, l'imposition d'une protection sociale complémentaire engendrant souvent des surcoûts pour les agents et dont l'efficacité et la fiabilité restent à démontrer.

Dans ces conditions, la FNEE CGT considère que sa place est auprès des agents pour organiser avec eux les mobilisations qui feront aboutir leurs revendications.

Nous ne validons pas cette opération de communication sur un PLF irresponsable et dangereux pour le quotidien des agents et l'avenir de l'Humanité.

Nous ne participerons pas à ce CSA Ministériel.

Veuillez agréer, Mesdames les Ministres, l'expression de notre considération distinguée.

**Ivan Candé-González**

**Secrétaire général de la FNEE CGT**

Copies : Secrétariat général ; DRH ; DRH/RS ; agents du ministère